



LA PROPOSITION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE SUR L'IMPOSITION EN FONCTION DU SIÈGE CENTRAL (HOT)

Le respect des règles en matière de fiscalité des entreprises peut se révéler complexe. Si les PME souhaitent exercer des activités transfrontières, elles deviennent imposables dans plus d'un État membre dès que leur activité à l'étranger entraîne la création d'un établissement stable, ce qui les oblige à se conformer à différents systèmes fiscaux et règles fiscales.

La proposition de la Commission relative à l'imposition en fonction du siège central permettra aux PME exerçant des activités transfrontalières par l'intermédiaire d'établissements stables d'interagir avec une seule administration fiscale, celle de son administration centrale.

COMMENT LE NOUVEAU SYSTÈME FONCTIONNERA-T-IL?

1

Les PME calculeront leur résultat imposable pour l'ensemble de leurs activités dans leur État membre principal (État membre du siège central) et tous leurs établissements stables situés dans l'UE, en appliquant uniquement les règles fiscales de l'État membre dans lequel se trouve leur siège central.



Elles déposeront une déclaration fiscale unique auprès de l'administration fiscale de cet État membre.

2

3

L'administration fiscale de cet État membre partagera cette déclaration avec les autres États membres dans lesquels la PME détient une présence.



L'État membre du siège central appliquera le taux d'imposition des autres États membres aux bénéfices réalisés par l'établissement stable des PME sur le territoire de ceux-ci et transférera les recettes fiscales qui en résultent.

4

La proposition renforcera la certitude fiscale et réduira les coûts de mise en conformité, ce qui contribuera à stimuler l'investissement et l'expansion transfrontalière dans l'UE.

LA PROPOSITION D'IMPOSITION EN FONCTION DU SIÈGE CENTRAL: AIDER LES PME À SE DÉVELOPPER AU-DELÀ DES FRONTIÈRES.